

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

LOUIS SABOURIN

Dans le cadre de cette brève intervention, je souhaiterais faire le point sur les “Objectifs du millénaire en matière de développement” en faisant état du pourquoi, du comment et de l’évolution de ce vaste projet des Nations Unies. Dans la conclusion, je tenterai d’en faire un bilan provisoire en soulevant quelques perspectives.

1. LE POURQUOI?

J’évoquerai d’abord *le contexte* qui a mené à la mise en place du projet des *OMD*.

Beaucoup d’observateurs internationaux se rendaient compte vers la fin des années 1990:

1. que les principaux objectifs définis à l’ONU au début de chacune des quatre précédentes “décennies du développement” n’avaient pas été atteints;

2. que la quête, définie en 1974, en vue de l’établissement d’un nouvel ordre économique internationale était demeurée vaine;

3. qu’un peu partout dans le monde s’installait une sorte de fatigue psychologique en matière d’aide au développement;

4. que les propositions en vue de réformer la Charte de l’ONU s’avéraient très difficiles à adopter et qu’il en était de même au FMI et à la Banque mondiale. En fait, nous vivons présentement un malaise profond au FMI, à la Banque mondiale, à l’OMC et de façon étonnante à l’OCDE où, pour la première fois depuis sa création, cette dernière institution commence à faire l’objet de critiques, notamment au regard du pouvoir croissant de l’Union européenne.

En plusieurs milieux, on devenait persuadé que l'on n'arriverait pas à réduire la pauvreté – c'est devenu le *leitmotiv* de l'heure – ni à réformer l'ONU; il fallait donc imaginer un vaste plan qui permettrait d'atteindre les buts suivants, deux déclarés et deux non déclarés.

Buts déclarés

1. On devenait convaincu qu'il fallait mobiliser l'ensemble des États autour de cibles quantifiées, assorties d'une date de réalisation qui devrait permettre de résoudre les problèmes de l'extrême pauvreté dans toutes leurs dimensions: pauvreté de revenu, sous-alimentation, maladie, VIH, manque de logements corrects, et l'exclusion sociale tout en facilitant l'avènement de l'égalité des sexes et de la viabilité environnementale. Ainsi, on pourrait entre 2000 et 2015 réduire de moitié la pauvreté dans le monde.

2. On souhaitait élargir la notion du développement en insistant moins sur des éléments strictement économiques, mais en mettant aussi l'accent sur les aspects sociaux, culturels et les droits humains, sans oublier l'environnement.

Buts non déclarés

1. On devenait persuadé qu'il fallait inciter les pays en développement à devenir moins dépendant de l'aide extérieure et à mettre en place des mécanismes internes et des politiques qui seraient favorables à la prise en main de leur développement, bien que, dans le cas particulier des pays au sud du Sahara, il faudrait une contribution internationale massive pour permettre un décollage qui serait réalisable si les grands pays donateurs respectaient leurs engagements.

2. L'autre but non déclaré était que, grâce à l'établissement de normes de convergence, de nouvelles structures, de mise en place de politiques et de programmes communs et surtout de création d'entités d'évaluation similaire, on amènerait progressivement la plupart des pays dans le giron de l'économie mondiale. C'est le point de vue exprimé par de nombreux altermondialistes.

2. LE COMMENT?

Réunis à l'ONU pour le Sommet du millénaire, en septembre 2000, la quasi-totalité des dirigeants mondiaux ont adopté pour la première fois dans l'histoire la "Déclaration du millénaire" engageant leurs pays dans un

partenariat mondial dont la finalité est de réduire la pauvreté, améliorer la santé, promouvoir la paix, le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes et la durabilité environnementale.

Dix-huit mois plus tard, ces mêmes dirigeants se sont rencontrés, en mars 2002, à la Conférence internationale sur le financement du développement, à Monteray au Mexique où ils établirent un cadre de référence de partenariat pour le développement mondial dans lequel les pays développés et les pays en développement ont accepté de faire cause commune pour réduire la pauvreté. Peu après, toujours en 2002, les États Membres de l'ONU se sont à nouveau réunis au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg en Afrique du Sud où ils ont entériné les Objectifs du millénaire et le délai de mise en œuvre (2015).

Dans un rapport d'étape présenté en 2005, le professeur Jeffrey Sachs de l'Université Columbia et son équipe chargés du projet par le Secrétaire général Kofi Annan ont tracé un tableau faisant état des aspects positifs et des problèmes de diverses natures. Les espoirs entretenus et les objectifs définis en l'an 2000 ont rencontré sur leur route le 11 septembre 2001 et le désastre irakien. Les phares de l'actualité internationale ont été aussi braqué sur des désastres naturels à commencer par le tsunami en Asie, les crises d'Afghanistan, de la Palestine, du Liban, d'Iran, de la Corée du Nord, de Haïti, du Darfour sans oublier la guerre en République du Congo qui a causé déjà plus de 3 millions de morts, ainsi que sur la trentaine de conflits ouverts ou larvés qui existent dans l'un ou l'autre des 193 États que comptent maintenant les Nations Unies, et tout cela, au moment où l'ensemble de la communauté mondiale devient de plus en plus préoccupé par les problèmes de gouvernance, par le terrorisme et par les changements climatiques. Je rentre d'un séjour en Océanie où l'on commence, face à la montée des eaux, à parler de survie même des populations locales. En fait, plus de quarante États risquent d'être très affectés par ce phénomène. Les conflits et ces préoccupations écologiques ont frappé de plein fouet la quête des Objectifs du millénaire en matière de développement.

3. UN BILAN PROVISOIRE

Il faut reconnaître toutefois que des progrès sensibles ont été atteints: les revenus moyens ont beaucoup augmenté dans plusieurs pays. On estime que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de 130 millions, notamment en Chine. Le taux de mortalité infantile est

passé de 88 à 70 pour 1000 naissances vivantes. L'espérance de vie aurait globalement passé de 63 ans à 65 ans. La population des pays en développement ayant accès à l'eau potable a augmenté de 9%.

Dans le cadre du programme des OMD, chacun des pays en développement doit préparer un rapport annuel qui exige une coopération entre les divers ministères et cela avec le concours d'experts qui peuvent émaner des secteurs associatif, para – public et privé. Ces rapports sont révélateurs. J'ai pu, en octobre dernier, causer avec les auteurs de l'étonnant et surprenant rapport sur le Bhoutan, ce petit pays, je l'ai découvert sur place, persiste depuis 1987 à ne pas trop traiter de son PIB mais avec ténacité, de sa quête du "bonheur national brut". Ailleurs, on découvre que le taux de croissance du Brésil a été fort sous-évalué au cours de la dernière décennie.

Mais, à côté de ces nouvelles positives, on constate que l'Afrique au Sud du Sahara demeure l'épicentre de la crise puisqu'on y observe une insécurité alimentaire continue, un accroissement de l'extrême pauvreté, des taux de mortalité infantile et maternelle élevés et un nombre effarant de personnes vivant dans des taudis ainsi qu'un retard quasi général dans les réalisations dans la plupart des OMD. La pauvreté qui prévaut dans les régions rurales s'étend aussi aux villes.

L'Asie est la région où les progrès sont les plus rapides mais, même là, des centaines de millions de personnes restent encore dans l'extrême pauvreté et dans les pays où la croissance est la plus rapide – on songe à la Chine, l'Inde, la Malaisie – certains objectifs non monétaires n'ont pas été atteints. D'autres régions du monde obtiennent des résultats contrastés, notamment l'Amérique latine, les pays en transition de l'Asie centrale, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord où, les progrès étant faibles ou nuls, la réalisation de certains des OMD demeure problématique.

Évidemment, les obstacles sur la voie des OMD sont très nombreux et on ne doit pas présumer de l'absence d'imagination des humains à se ressaisir et à se développer comme ont réussi à le faire tant de pays à commencer par l'Europe. L'histoire n'est pas linéaire, mais elle peut être imprévisible ou vengeresse. Les déséquilibres internationaux sont trop évidents et le balancier est en voie de se déplacer. À ce stade-ci, il faudrait mieux saisir la portée des injustices structurelles fondamentales qui existent à l'échelon international. Je résumerais ce déséquilibre de façon suivante: un enfant qui naît aujourd'hui à Montréal, à New York, à Paris ou à Sydney a 40% de chance d'aller un jour à l'université et de se préparer au monde de demain qui sera fondé sur la connaissance et le savoir. Un enfant né à Ouagadougou a moins de 5% d'y accéder.

4. CONCLUSION: PERSPECTIVES

Le tableau n'est pas totalement sombre pour autant, selon les Nations Unies. Au chapitre des bonnes nouvelles, on note que la proportion de personnes vivant dans des conditions de pauvreté extrême (avec moins d'un dollar par jour) est passée de 23,4% en 1999 à 19,2% en 2004. Si cette tendance se maintient, l'objectif de réduction de la pauvreté des OMD sera atteint pour le monde dans son ensemble et pour la plupart des régions, sauf pour l'Afrique sub-saharienne. L'extrême pauvreté y frappe encore plus de 40% des habitants. Cette région de l'Afrique n'est pas encore sur la voie menant à l'accomplissement de l'Objectif de réduction de la pauvreté de moitié pour 2015.

Par ailleurs, la lutte contre la faim porte lentement ses fruits. Selon l'ONU, 27% des enfants de moins de cinq ans dans les pays pauvres sont en déficit de poids, un indicateur-clé pour mesurer la faim, contre 33% en 1990, et ce chiffre peut encore être réduit de moitié d'ici 2015. Les progrès en Asie orientale ont été contrebalancés par l'Afrique sub-saharienne et l'Asie du Sud où 46% des jeunes enfants souffrent de malnutrition.

Des avancées notables ont également été accomplies en matière d'éducation dans les pays en développement. Cette progression a surtout eu lieu depuis 1999. En 2005, l'Afrique sub-saharienne comptait toutefois 72 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui n'étaient pas scolarisés. Il s'agirait même d'une sous-évaluation du nombre d'enfants qui ne vont pas à l'école. Près de 60% de ces enfants sont des filles.

Je terminerai en soulignant que si le projet des Objectifs du Millénaire en matière de développement demeure un programme à la fois mobilisateur et un outil pédagogique qui a influencé les dirigeants dans de nombreux pays, il a rencontré des événements et des obstacles qui l'ont détourné de la voie envisagée ainsi que des gouvernements qui n'ont pas su ou voulu respecter leurs engagements en la matière.